

Prolongation/Voies urbaines de Libreville

Quand nos routes riment avec nids-de-poule



La route entre l'Eneda et le lycée de Nzeng-Ayong est désormais divisée en deux.



La voie reliant le stade au marché de Nzeng-Ayong.

R.H.A

Libreville/Gabon

Circuler dans certains quartiers de Libreville relève du parcours du combattant, tant les voies de communication ressemblent à de véritables pistes d'éléphants. La désolation des usagers est d'autant plus profonde que, sur ce chapitre, les autorités brillent par l'inaction.

DÉMISSION. C'est le premier sentiment qui revient à l'esprit, à l'observation de l'état dans lequel est abandonnée la voirie de Libreville et ses environs. La dégradation touche la quasi totalité des voies de communication

Un tour à travers différentes artères de la capitale gabonaise, et vous aurez la mesure de l'ampleur du phénomène: d'énormes crevasses ont pris forme partout. Dans ces conditions, circuler en voiture dans Libreville est devenu un exercice pour le moins risqué. Certains trous sont le fait d'entreprises de BTP, qui "oublent" délibérément de les refermer après avoir effectué des travaux sur la voie. Avec le retour des pluies diluviennes, le processus de dégradation prend des proportions encore plus inquiétantes. La voie passant devant le lycée Jean-Baptiste Obiang Etougue de Sibang en est la parfaite illustration. A la moindre averse, bonjour les dégâts. La situation est identique au carrefour Bambouchine, en direction de l'arboretum de Sibang et entre le carrefour Rio et les feux tricolores de la Peyrie. Que dire de la bretelle routière située entre le marché et le stade de Nzeng-Ayong. Difficile pour les automobilistes de s'y hasarder, tant la circulation y est devenue pénible. Résultat, on perd énormément de temps pour rallier sa destination.



Devant le lycée Jean-Baptiste Obiang Etougue de Sibang.



Un automobiliste à la recherche d'un endroit où poser les roues de son véhicule.

SÉCURITÉ MENACÉE.

Outre le temps perdu, les aléas ainsi subis peuvent conduire tout droit au garage, avec son cortège de dépenses liées à l'achat des pièces de rechange. Constat également alarmant sur la route passant devant le lycée Jean-Hilaire Aubame Eyeghe de Nzeng-Ayong. Ici, la chaussée est rétrécie par la présence d'un cratère qui enflamme chaque jour qui passe, suite à l'effondrement d'une partie de la buse métallique. De longues files

de voitures sont devenues monnaie courante de part et d'autre de la voie, surtout aux heures de pointe. Ce trou béant s'étend sur une dizaine de mètres. A cet endroit, le trottoir a disparu et les piétons sont contraints de marcher sur la chaussée, au risque de se faire renverser par les véhicules.

«Les automobilistes ne sont pas les seuls à être menacés. Vous voyez bien que cette route est en train de se couper. Le pire c'est que nous avons deux établisse-

ments scolaires à proximité. La sécurité des apprenants est donc menacée. Faut-il attendre qu'un enfant tombe dans ce cratère et se fasse mal pour que les autorités compétentes se penchent sur ce dossier ?», peut-on entendre un passant s'interroger.

Les causes de cet état de dégradation des voies de communication sont à rechercher, premièrement, du côté de la municipalité de Libreville. Car, selon les textes en la matière, la gestion de l'espace urbain in-

combe à l'Hôtel de Ville et à ses mairies d'arrondissements. C'est à titre qu'il perçoit une taxe sur toutes les activités qui s'y pratiquent.

C'est aussi pourquoi l'exercice du métier de transporteur urbain est conditionné, entre autres, par l'obtention d'un numéro de portière auprès de la mairie. «On ne ressentirait aucune amertume si une partie de l'argent que nous payons à la mairie chaque année servait à entretenir les routes sur les-

quelles nous travaillons», s'offusque un chauffeur de taxi.

INTERPELLATION. En dépit d'un colossal budget (plus de 20 milliards de FCFA) qui ne sert apparemment qu'au bien-être des membres du bureau du conseil municipal et, dans une moindre mesure, des mairies d'arrondissements, l'action de l'Hôtel de ville n'est guère visible dans ce domaine, celui-ci préférant rejeter la responsabilité sur le gouvernement. Pourtant, en leur temps, les maires Lubin Martial Ntoutoume Obame et Claude Damas Ozimo faisaient bien leur part de travail, avec des budgets du reste moins conséquents.

Avant la création de l'Agence nationale des grands travaux d'infrastructures (ANGTI), le gouvernement avait en charge l'ensemble du réseau routier national, à l'exception de certaines voiries urbaines qui sont bien délimitées et connues des autorités municipales. Mais depuis sa mise en place, l'ANGTI a désormais en charge la quasi-totalité des travaux de construction des infrastructures, notamment routières, à travers le pays.

S'il n'est plus utile de s'interroger sur l'apport réel de cette structure depuis sa création, l'on ne peut néanmoins s'empêcher de constater l'arrêt brusque du programme triennal de réhabilitation des voiries de la commune de Libreville, entre autres.

Au demeurant, la situation actuelle du réseau routier urbain interpelle les administrations et les autorités concernées. Lesquelles devraient cesser de s'abriter derrière le contexte économique difficile pour justifier leur incapacité à oeuvrer à l'amélioration des conditions de circulation dans nos villes et ailleurs.